

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE

A/C.2/36/L.39
5 novembre 1981

ORIGINAL : FRANCAIS

Trente-sixième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 72 b) de l'ordre du jour

ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE

PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

Bénin, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Gabon,
Gambie, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haute-Volta, République
centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Zaïre : projet de
résolution

Assistance pour la reconstruction, le relèvement et le développement
de la République centrafricaine

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 35/87 du 5 décembre 1980 par laquelle elle affirmait notamment la nécessité d'une action internationale urgente pour aider le Gouvernement centrafricain dans ses efforts de reconstruction, de relèvement et de développement,

Prenant note de la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères de la République centrafricaine devant l'Assemblée générale le 7 octobre 1981, où il décrivait les graves problèmes économiques et financiers du pays, et constate que la situation s'était détériorée à cause de l'insuffisance de moyens financiers et que l'assistance extérieure était essentielle,

Prenant note également de la déclaration faite par le représentant de la République centrafricaine devant la Deuxième Commission selon laquelle la réaction de la communauté internationale à l'appel urgent lancé par l'Assemblée générale n'a pas été à la mesure des exigences de la situation,

Considérant que la République centrafricaine est un pays sans littoral classé parmi les pays en développement les moins avancés,

Rappelant que le nouveau Programme substantiel d'action, adopté à l'unanimité par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Paris du 1^{er} au 11^e septembre 1981, recommande d'accroître l'aide à ces pays,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général 1/ qui contient le rapport de la mission interorganisation envoyée en République centrafricaine pour consulter le gouvernement au sujet de l'assistance supplémentaire requise en vue de la reconstruction, du relèvement et du développement du pays,

Notant que la situation budgétaire en République centrafricaine, selon le rapport, met le gouvernement dans l'impossibilité d'entreprendre un programme de reconstruction et de relèvement et que l'assistance financière extérieure est indispensable au fonctionnement des services administratifs essentiels,

Particulièrement préoccupée par l'incapacité du Gouvernement centrafricain de fournir à la population des services de santé et d'enseignement ainsi que d'autres services sociaux et publics essentiels, en raison de la pénurie aiguë de ressources financières et matérielles,

1. Exprime sa satisfaction au Secrétaire général pour son rapport sur la situation économique de la République centrafricaine et l'assistance supplémentaire requise par ce pays pour sa reconstruction, son relèvement et son développement;

2. Approuve pleinement l'évaluation et les recommandations de la mission, contenues dans l'annexe au rapport du Secrétaire général;

3. Renouvelle instamment son appel à tous les Etats Membres afin qu'ils contribuent généreusement, par des voies bilatérales ou multilatérales, à la reconstruction, au relèvement et au développement de la République centrafricaine;

4. Prie les organisations et programmes appropriés du système des Nations Unies - en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel - de poursuivre et de développer leurs programmes d'assistance à la République centrafricaine ainsi que de coopérer étroitement avec le Secrétaire général dans ses efforts pour organiser un programme efficace d'assistance internationale, et de rendre périodiquement compte au Secrétaire général des mesures prises et des ressources rendues disponibles par eux pour venir en aide à ce pays;

5. Demande aux organisations régionales et interrégionales et autres organes intergouvernementaux et organisations non gouvernementales, ainsi qu'aux institutions financières internationales - en particulier la Communauté économique européenne, le Fonds européen de développement, la Banque africaine de développement

1/ A/36/183.

la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique et le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le FIDA, le Fonds koweïtien et le Fonds d'Abu Dhabi - d'envisager d'urgence d'établir un programme d'assistance à la République centrafricaine ou, s'ils en ont déjà un, de le développer;

6. Prie instamment les Etats Membres et les organismes pertinents des Nations Unies - en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la santé et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel - de fournir toute assistance possible pour aider le Gouvernement centrafricain à faire face aux besoins humanitaires critiques de la population et de fournir, comme il conviendra, des vivres, des médicaments et du matériel essentiel pour les écoles et les hôpitaux ainsi que pour répondre aux besoins urgents de la population qui vit dans les régions du pays souffrant de la sécheresse;

7. Invite le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole à porter à l'attention de leurs organes directeurs, pour examen, les besoins spéciaux de la République centrafricaine et à rendre compte au Secrétaire général, le 15 juillet 1982 au plus tard, du résultat obtenu;

8. Prie le Secrétaire général :

a) D'organiser un programme spécial d'aide d'urgence en matière alimentaire, sanitaire, notamment en médicaments, vaccins, équipements hospitaliers, groupes électrogènes pour les hôpitaux de campagne, pompes hydrauliques, produits alimentaires, etc., pour venir en aide aux populations vulnérables dont la situation qui ne cesse de se dégrader constamment devient de plus en plus sérieusement préoccupante;

b) De poursuivre ses efforts afin de mobiliser les ressources nécessaires pour un programme efficace d'assistance financière, technique et matérielle à la République centrafricaine;

c) De veiller à ce que les dispositions financières et budgétaires voulues soient prises en vue de continuer à organiser le programme international d'assistance à la République centrafricaine et à mobiliser cette assistance;

d) De suivre de près l'évolution de la situation en République centrafricaine, de demeurer en contact étroit avec les Etats Membres, les institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations régionales et autres organisations intergouvernementales et les institutions financières internationales intéressées et d'informer le Conseil économique et social, à sa

/...

seconde session ordinaire de 1982, de l'état du programme spécial d'assistance économique à la République centrafricaine;

e) De prendre les dispositions nécessaires en vue d'examiner, en temps voulu pour que l'Assemblée générale puisse étudier la question à sa trente-septième session, la situation économique de la République centrafricaine et les progrès accomplis dans l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique à ce pays.
